

Des voix: Bravo!

M. de Jong: Monsieur le Président, j'ignore sur quelle longueur d'onde le premier ministre est branché. La réponse qu'il m'a donnée n'a rien à voir avec la question que j'ai posée.

* * *

LES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

LA MARCHÉ DES CHÔMEURS EN 1935

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, le premier ministre n'ignore pas que, le 1^{er} juillet 1935, les travailleurs d'un camp de secours et des résidents de Regina qui participaient à une réunion pacifique furent attaqués sur les ordres du gouvernement conservateur de R. B. Bennett.

M. Hnatyshyn: Règlement! Est-ce pertinent?

M. de Jong: Le premier ministre ne croit-il pas nécessaire de présenter des excuses?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne relèverai pas des propos aussi calomnieux. Mais j'ai hâte de rencontrer, à 15 h 30, dans mon bureau, les représentants des manifestants pour qui j'éprouve beaucoup de sympathie car, contrairement à certains néo-démocrates, vous avez devant vous quelqu'un qui a des antécédents syndicaux et pas quelqu'un qui ne sort pas de sa tour d'ivoire.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: La solidarité éternelle.

M. Hnatyshyn: Nous triompherons, mes frères.

M. le Président: La parole est au député de Scarborough-Ouest.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

ON DEMANDE LE BLOCAGE DES TARIFS POSTAUX

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, en l'absence du ministre responsable de la Société canadienne des Postes, j'adresserai ma question à son secrétaire parlementaire. Lorsque j'étais député au début des années 1970, j'ai constaté que c'était le service postal qui constituait le principal sujet de plainte de mes électeurs. De retour à la Chambre en 1984, je constate que c'est toujours de Postes Canada qu'on se plaint le plus. Étant donné ce manque persistant de confiance publique attribuable par exemple au fait qu'une lettre que m'adresse un électeur ici à Ottawa met plus de temps à me parvenir que si elle était livrée par un messenger faisant route à pied, le ministre songera-t-il à bloquer le tarif postal jusqu'à ce que soit restaurée la crédibilité de Postes Canada?

[Français]

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national et Postes Canada): Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question ainsi que pour les remarques se rapportant au courrier; j'en prends note et je

Questions orales

soumettrai la question au ministre dès qu'il sera de retour à Ottawa.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'IMPORTATION D'AUTOMOBILES JAPONAISES

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. En avril dernier, lorsque l'accord de contingentement des automobiles japonaises est venu à expiration, le ministre nous a dit qu'il surveillerait la situation, pour empêcher toute augmentation de l'importation d'automobiles japonaises au Canada, pendant que les négociations sur un nouvel accord se poursuivent. Les chiffres des exportateurs japonais montrent que, en avril, il y a eu une augmentation de 18 p. 100 de ces importations et il est probable qu'il en sera de même en mai. Il n'y a toujours pas d'accord.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas tenu parole? Pourquoi tolère-t-il cette augmentation des importations? Prendra-t-il immédiatement des mesures pour revenir aux niveaux d'importation antérieurs, tant qu'un nouvel accord de contingentement ne sera pas intervenu ou qu'il n'y aura pas, de la part du Japon, un engagement identique à celui qui existe avec les États-Unis, afin de préserver les emplois des travailleurs Canadiens?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le député fait allusion à des chiffres qui sont parus dans la presse en fin de semaine. S'il vérifie les chiffres de Statistique Canada publiés ce matin, il constatera que l'augmentation des importations japonaises est bien moindre. Toutefois, je peux dire au député que nous prenons note de toute augmentation et que nous avons déjà écrit aux autorités japonaises pour leur demander des explications, afin de savoir si c'est une augmentation qui vise à accroître de 18 p. 100 leur pénétration du marché canadien ou s'il s'agit simplement d'une variation mensuelle normale ne représentant pas une augmentation des ventes.

M. Broadbent: C'est ce que Herb avait l'habitude de dire.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je crois que mon honorable ami devrait modifier son attitude. Il doit agir de façon décisive dès maintenant pour mettre un frein à cette augmentation des importations de voitures japonaises car, quel que soit le chiffre qu'il cite, les fabricants japonais eux-même disent qu'il y a eu une progression. Prendra-t-il des dispositions pour endiguer ce flot et s'engage-t-il à faire adopter un accord d'ici le 12 juin, comme c'était le cas précédemment?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, il est rare de voir le député aussi agité qu'il l'est aujourd'hui au point de parler d'attaque avant même que la chose ne se soit produite sur le marché des exportations.